

Durban 2011 : l'économie suisse, un partenaire actif dans la politique climatique

dossierpolitique

14 novembre 2011 Numéro 18

Politique climatique internationale. Il y a un an à Cancún, les négociations de politique climatique ont trouvé un second souffle. Malheureusement, les participants en sont restés à des déclarations d'intention, comme le respect de l'objectif consistant à limiter le réchauffement climatique à 2° C. Aucune négociation n'a abouti sur la prolongation du protocole de Kyoto, un texte pouvant lui succéder ou son extension à d'autres États. Même au sein de l'UE, la volonté de maintenir des objectifs de protection du climat ambitieux faiblit lorsque d'autres États ne prennent pas des engagements comparables. À cela s'ajoute que, après les événements de Fukushima, la Suisse et l'Allemagne ont décidé de stopper les centrales existantes, qui ne contribueront ainsi plus à la protection du climat. Malgré le changement des conditions-cadre, l'économie suisse confirme sa volonté de protéger activement le climat et va de l'avant avec des solutions couronnées de succès. Le défi à relever est immense et nécessitera des générations. Cela ne sera envisageable que si un nombre aussi élevé que possible d'États s'y emploient.

Position d'economiesuisse

- ▶ economiesuisse s'engage afin que la Suisse joue un rôle actif à Durban et qu'elle montre la voie pour la politique climatique de demain.
- ▶ Le choix de la Suisse de miser sur des incitations, des mesures volontaires et les investissements des entreprises est largement couronné de succès. La politique climatique helvétique, et donc le respect des objectifs de Kyoto, seraient un échec sans la contribution de l'économie.
- ▶ Mettre en œuvre des mesures en Suisse et à l'étranger garantit une contribution optimale à la politique climatique internationale. Il importe donc de veiller à ce que cette possibilité subsiste dans le cadre de la nouvelle loi sur le CO₂.

Protection du climat : l'économie contre le chemin

► Pour la Suisse, c'est avant tout l'évolution de la politique climatique de l'UE qui est déterminante

Les efforts déployés par la Suisse en vue de la conclusion d'un nouvel accord climatique

Le sommet de Copenhague de 2009 n'ayant abouti à aucun résultat, les négociations internationales n'avancent que très lentement. Après le sommet de Cancún en 2010, aucun progrès n'est en vue, que ce soit sur la question de la prolongation du protocole de Kyoto ou celle d'une application plus large de la convention sur le climat. C'est très regrettable dans la mesure où le protocole de Kyoto a créé de bonnes conditions-cadre pour un développement économique moins riche en émissions CO₂ dans les pays industrialisés et émergents. Pour la Suisse, c'est avant tout l'évolution de la politique climatique de l'UE qui est déterminante. En l'occurrence, la Commission européenne a récemment annoncé qu'elle ne prendrait pas d'engagements supplémentaires si ceux-ci pénalisent l'économie et renchérissent l'approvisionnement énergétique. Pour la Suisse, des objectifs climatiques élevés ne seraient guère supportables s'ils ne s'inscrivent pas dans une dynamique internationale.

La voie suivie jusqu'ici par la Suisse a fait ses preuves

L'économie et l'écologie ne sont pas antinomiques, mais se complètent. Le succès de la politique climatique dépend des conditions-cadre fixées nationalement et internationalement. Le choix de la Suisse de miser sur des incitations, des mesures volontaires et les investissements des entreprises est largement couronné de succès. Le mécanisme actuel des conventions d'objectifs permet de fixer des objectifs de réduction des émissions de CO₂ qui tiennent compte des possibilités des entreprises. Elles mettent ainsi en œuvre des investissements rentables pour atteindre les buts fixés. Enfin, le respect d'une convention d'objectif permet aux entreprises d'être exemptées de la taxe CO₂.

L'adhésion au système européen de négoce des émissions doit être possible

Il n'y a pas de raisons rationnelles de changer de stratégie. Indépendamment du niveau des objectifs internationaux à partir de 2012, il est évident que le système helvétique de gestion des émissions de CO₂ présente de grands avantages. En comparaison internationale, il est pragmatique et son coût est faible. La politique climatique future se doit donc de rester axée sur la pratique et réaliste. Des solutions focalisées sur le marché, en particulier le commerce des certificats d'émission, doivent rester possibles. Un marché helvétique des émissions serait trop petit, c'est pourquoi les entreprises actives en Suisse doivent pouvoir adhérer au système européen. De plus, il faut éviter de créer une réglementation complexe dont la mise en œuvre nécessiterait de nouvelles prescriptions qui alourdiraient les coûts. Un des objectifs visés avec la révision de la loi sur le CO₂ est de permettre une participation accrue de la Suisse au marché européen des certificats d'émission et de créer un marché commun pour l'échange des droits d'émission.

► Des solutions focalisées sur le marché et sur la pratique doivent déterminer la politique climatique de demain

L'économie est prête à apporter une importante contribution durant la période de 2012 à 2020. Mais elle réclame à ce titre une marge de manœuvre aussi grande que possible.

Que peut-on espérer de la conférence de Durban ?

► On ignore si les pays industrialisés maintiendront leurs promesses de financement en faveur des pays en développement

► De nombreux États sont prêts à proposer des réductions des émissions – mais ne souhaitent pas prendre d’engagement à l’échelle internationale

Feu vert uniquement pour les questions de mise en œuvre technique

La conférence climatique de Durban ne se terminera pas sans résultat. Cependant, il n’y aura pas de percée majeure en lien avec l’objectif visé depuis le sommet de Cancún, consistant à limiter le réchauffement de l’atmosphère à 2° C par rapport à l’ère préindustrielle. Les modalités en vue du financement des mesures d’adaptation et de protection du climat dans les pays en développement sont suffisamment abouties et pourraient être adoptées. Lors de la conférence climatique de Copenhague en 2009, les pays industrialisés se sont fixé pour objectif de verser 100 milliards de dollars par an aux pays en développement jusqu’en 2020. Il convient maintenant de vérifier, à la lumière des crises de l’endettement aux États-Unis, dans l’UE et au Japon, si de tels montants peuvent toujours être promis. En tout état de cause, les modalités qui devraient être adoptées à Durban permettraient de redistribuer des fonds aux pays en développement. Les nouvelles exigences relatives aux rapports sur les progrès des différents pays dans le domaine de la politique climatique sont aussi suffisamment abouties pour être adoptées. Le sommet devrait encore se mettre d’accord sur des mécanismes permettant de renforcer la confiance entre les membres et les échanges sur les bonnes pratiques. Enfin, un mécanisme censé améliorer la collaboration technologique et les échanges entre les États se trouve également en attente de négociation.

En 2011, le monde a changé

De nombreux paramètres ont changé depuis la dernière conférence. Le prix du pétrole a franchi plusieurs fois le seuil des 100 dollars et oscille entre 80 et 100 dollars selon l’évolution conjoncturelle et la situation sur les marchés. L’industrie automobile offre une très large gamme de véhicules consommant peu de carburant. Des nouvelles technologies dans le domaine des moteurs et des véhicules électriques sont prêtes à être commercialisées ou le seront dans quelques années au plus. L’amélioration de l’efficacité énergétique progresse et les investissements privés et publics dans les énergies renouvelables prennent de l’ampleur dans le monde entier. Si l’accident de la centrale de Fukushima a entravé la renaissance de l’énergie nucléaire, de nombreux États continuent de miser sur elle afin de garantir la sécurité de l’approvisionnement sans compromettre leurs objectifs de protection du climat.

Par ailleurs, de nouvelles possibilités d’extraction de gisements de gaz de schiste ont rapidement révolutionné le marché du gaz. On estime aujourd’hui que l’approvisionnement en gaz est assuré pour plus de 200 ans à l’échelle mondiale. En peu de temps, les prix du gaz ont chuté de 50 %. Cela a encouragé de nombreux pays à remplacer leurs installations de production d’électricité au charbon par des installations au gaz, réduisant considérablement leurs émissions de CO₂. La Chine parle aussi de réduire la croissance de ses émissions et prévoit de créer un système d’échange de certificats d’ici à 2015. Au vu de ces évolutions, de nombreux États sont disposés à proposer une réduction des émissions de CO₂, mais ne souhaitent pas être contraints de prendre de nouveaux engagements internationaux.

Graphique 1

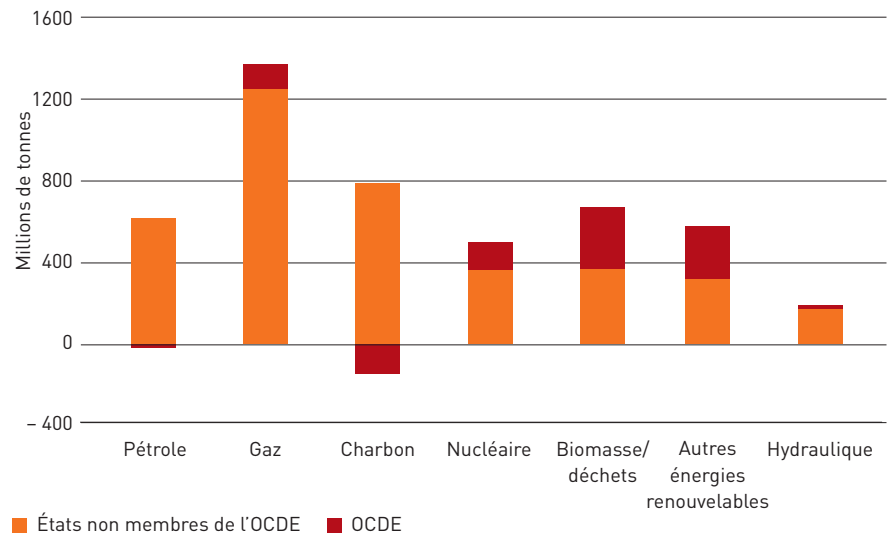
► Les énergies sans émissions de CO₂ ont un avenir, principalement dans les pays industrialisés.

► Les émissions de CO₂ n'ont jamais été aussi élevées qu'en 2010

► L'agence internationale de l'énergie s'attend à une demande énergétique en constante augmentation

Évolution de l'offre énergétique d'ici à 2035 dans les pays industrialisés, émergents et en développement, sources d'énergie primaire

En millions de tonnes d'équivalent pétrole



Source : AIE World Energy Outlook 2011

La conférence de Durban doit donner un signal clair

Malgré des projets encourageants du côté des technologies et des marchés, les émissions de CO₂ mondiales n'ont jamais été aussi élevées. En 2010, elles ont atteint 30,4 milliards de tonnes – 50 % de plus qu'en 1990 où elles totalisaient 20,9 milliards de tonnes. De ce fait et malgré le climat de crise internationale, la conférence de Durban doit émettre des signaux clairs pour un renforcement de mécanismes de marché efficaces à l'échelle mondiale. C'est ainsi seulement qu'on évitera un échec de la politique climatique.

La limitation du réchauffement à 2° C au maximal hors de portée ?

À la mi-novembre 2011, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a publié ses prévisions dans une étude intitulée World-Energy-Outlook 2011. Elle constate que les mesures annoncées par différents pays ne seront de loin pas suffisantes pour limiter le réchauffement climatique à 2° C par rapport au niveau préindustriel, l'objectif non contraignant fixé dans l'accord de Copenhague. Pourtant, d'après les projections de l'AIE, cet objectif n'est pas inatteignable. Cela nécessiterait toutefois des mesures très importantes et coûteuses après 2020. L'AIE a aussi des doutes sérieux en ce qui concerne la transformation du secteur mondial de l'énergie dans le temps à disposition, en particulier en lien avec la baisse des émissions qu'il implique. D'après les calculs de l'AIE, il faut s'attendre à une nouvelle hausse de la demande pour toutes les sources d'énergie. Malgré les efforts déployés dans le cadre de la politique climatique, plus de la moitié de la hausse concernerait les énergies fossiles. Le gaz naturel connaîtra une croissance supérieure à la moyenne, car il émet moins de CO₂ que d'autres combustibles fossiles et s'avère plus facile à extraire que par le passé.

Les erreurs à éviter par rapport à la politique climatique

► Des mesures protectionnistes sous couvert de protection du climat

Les droits de douane punitifs ne sont pas la solution

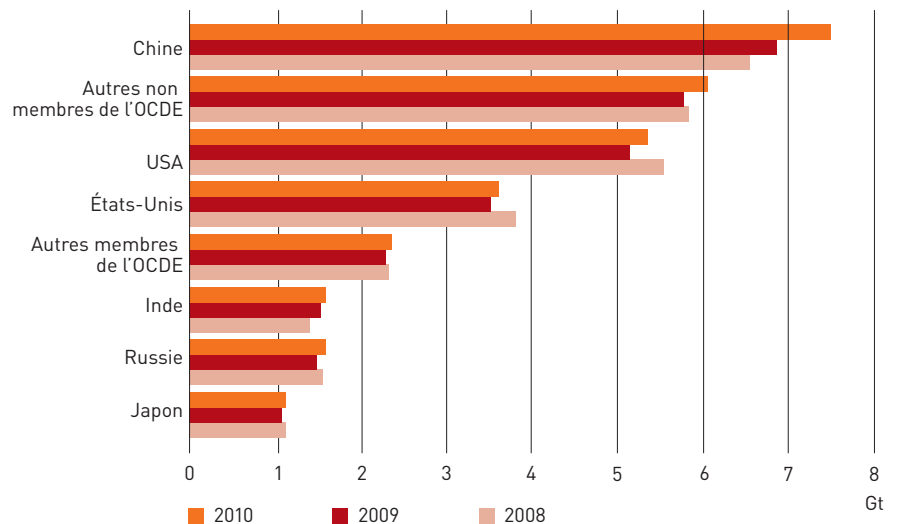
La pression en vue de l'instauration de droit de douane punitifs sur les produits dont la production suppose d'importantes émissions de CO₂ s'intensifie. L'Inde et la Chine sont particulièrement visées, du fait qu'elles ne se sont engagées à aucune réduction. Les appels dans ce sens se multiplient aussi au sein de l'UE. La France en particulier a demandé à plusieurs reprises la perception de droits de douane sur des produits issus de pays dont les émissions de CO₂ continuent d'augmenter. De telles mesures de politique commerciale sont controversées et leur efficacité en matière de protection du climat est hautement discutable. Ces revendications dissimulent le plus souvent des mesures protectionnistes qui pourraient avoir des conséquences graves sur le commerce. Il n'est en outre pas possible de prélever des droits de douane sur des émissions de CO₂ dites « grises », engendrées lors de la fabrication de produits complexes, dont les composants proviennent de nombreux pays et fournisseurs. Une pénalisation de biens stratégiquement importants toucherait surtout la demande intérieure et équivaldrait à un véritable autogoal pour les États qui souhaitent les introduire.

Graphique 2

► Les émissions enregistrent une forte croissance malgré la crise économique de 2009 dans les pays émergents et en développement.

Émissions de CO₂ liées à la production d'énergie dans plusieurs États et régions, 2008-2010

En gigatonnes



Source : AIE World Energy Outlook 2011

► Les systèmes de subvention touchent tôt ou tard aux limites financières

Les subventions induisent des distorsions de marché et ne peuvent être assurées sur la durée

La politique climatique de l'UE influence dans une mesure croissante la structure de l'industrie, en particulier celle des branches énergivores. Des propositions de la Commission européenne relatives à l'instauration de subventions pour les entreprises faisant face à des coûts supplémentaires en raison de la politique climatique menée par l'UE et pénalisées par rapport à la concurrence sont en circulation. Cette idée est plus que discutable. Si les entreprises de certaines branches devaient recevoir des subventions publiques, les signaux

donnés par les prix et les coûts disparaîtraient. Dans un tel système, il est difficile de savoir pourquoi une entreprise n'est pas compétitive. Est-ce en raison de problèmes de gestion interne ou est-ce lié à des désavantages concurrentiels effectifs induits par les prescriptions concernant le système européen d'échange des émissions. On risque ainsi de soutenir à grand renfort de ressources publiques des entreprises qui ne sont plus viables. Une intervention de l'État sur le marché serait coûteuse et aurait pour effet de maintenir des structures, sans perspective d'un rétablissement des entreprises concernées. Un système de subventions touche tôt ou tard à ses limites financières, en particulier au vu de l'endettement actuel de nombreux États européens. Si, pour des raisons de politique budgétaire, les subventions n'étaient subitement pas versées, les adaptations structurelles seraient d'autant plus douloureuses.

Une évolution potentiellement positive pour l'économie suisse

Les innovations technologiques sont un moteur important de la politique climatique

À Durban, des jalons essentiels devront être posés pour élaborer une politique climatique mondiale réaliste. Les innovations technologiques en seront un moteur important. Si les pays industrialisés et émergents décidaient de suivre le même cap, la Suisse en profiterait également sur le plan économique. Reste à savoir comment on pourra atteindre l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 2° C. Il n'y a manifestement pas de consensus politique sur les instruments juridiques et les engagements qui permettront leur mise en œuvre. La situation de départ des États-Unis et de la Chine, comme leurs concepts, sont trop différents, alors que les deux pays sont incontournables pour résoudre cette question.

Décorrélérer la croissance des émissions

Comme souvent, la technologie sera probablement la clé de la solution, qu'il s'agisse d'applications affichant une efficacité énergétique supérieure, de possibilités d'adaptation aux changements climatiques ou d'innovations réduisant radicalement les émissions de gaz à effet de serre. Enfin, la politique climatique dépendra de la capacité de l'économie à améliorer la prospérité tout en décorrélant l'évolution des émissions de la croissance économique. Sur cette question en particulier, les pays développés, nouvellement industrialisés et en développement se trouvent dans des camps opposés. Alors que les premiers doivent infléchir l'évolution de leurs émissions, les deuxièmes et troisièmes visent une augmentation de la prospérité.

L'internationalisation réduit le risque de « fuite de carbone »

La Suisse est très concernée par la politique climatique internationale. Chaque pas vers un accord global présente des avantages pour notre pays. L'internationalisation croissante de la politique climatique réduit le risque que des entreprises fuient les pays qui, comme la Suisse, ont mis en œuvre une politique climatique responsable. La fuite de carbone – « carbon leakage » en anglais – représente effet une épée de Damoclès bien réelle. La Suisse doit par ailleurs contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre, quel que soit l'endroit où elles sont générées. Cela crée des opportunités majeures : si un accord climatique global est conclu, les regards se tourneront vers des pays qui proposent des solutions et des technologies pour réduire les émissions et s'adapter au changement climatique. Cela créera des opportunités d'exportation. L'économie suisse, qui propose une grande diversité de produits et services, est très bien positionnée.

► Les pays industrialisés, émergents et en développement poursuivent des objectifs différents

► La politique climatique internationale, source d'opportunités pour la Suisse

Conclusion

► Pour être efficaces, les mesures éventuelles ne doivent pas être focalisées sur la Suisse

Le panachage de mesures actuel a fait ses preuves, conservons-le !

economiesuisse soutient la Suisse afin qu'elle joue un rôle actif à Durban et qu'elle montre le chemin de la politique climatique internationale de demain. En Suisse, la nouvelle loi sur le CO₂ donnera lieu à un réaménagement des règles en vigueur. Dans cette perspective, il importera de veiller à ce que des mesures puissent être mises en œuvre en Suisse et à l'étranger. Cette combinaison est le meilleur moyen de garantir une contribution optimale de notre pays à la politique climatique internationale .

economiesuisse organise la présence économique de la Suisse à Durban : des actes plutôt que des paroles

L'économie suisse sera présente au pavillon de la Suisse lors de la conférence climatique de Durban. Elle y présentera des solutions technologiques, réglementaires et économiques pouvant contribuer à lutter contre le changement climatique. economiesuisse assume la coordination de la délégation économique suisse.

Les entreprises et organisations helvétiques proposeront du matériel d'information aux visiteurs du pavillon suisses. Des vidéoconférences seront organisées quotidiennement du 28 novembre au 9 décembre afin de montrer comment des solutions techniques et réglementaires peuvent contribuer à lutter contre le changement climatique. Durant ces rendez-vous, l'orateur qui se trouvera en Suisse pourra répondre en direct aux questions des auditeurs en Afrique du Sud. Cette initiative simple et respectueuse du climat attirera certainement l'attention des délégations de 170 pays, des représentants des médias et de ceux d'organisations non gouvernementales sur la Suisse.

La délégation rassemblée par economiesuisse comprend des représentants des entreprises suivantes :

- ▶ Siemens
- ▶ Credit Suisse
- ▶ Swisscom
- ▶ Swisscleantech
- ▶ Öbu – Network for Sustainable Business
- ▶ hotelleriesuisse
- ▶ Plateforme cleantech (OSEC)
- ▶ SQS
- ▶ Swiss Re
- ▶ Agence de l'énergie pour l'économie
- ▶ Fondation Centime climatique
- ▶ My climate
- ▶ South Pole Carbon
- ▶ South Pole Carbon / Cornèr Bank

Pendant la conférence climatique de Durban, des informations complémentaires sur la délégation de l'économie suisse seront également disponibles sous www.economiesuisse.ch.

Pour toutes questions :

urs.naef@economiesuisse.ch

dominique.reber@economiesuisse.ch

dominique.rochat@economiesuisse.ch

economiesuisse, Fédération des entreprises suisses
1, carrefour de Rive, case postale 3684, 1211 Genève 3
www.economiesuisse.ch